

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 1^{er} mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENTREPÔTS PÉTROLIERS de la HAUTE SEINE

99 avenue de la Seine
77000 La Rochette

Références : E/24-0505
Code AIOT : 0006502414

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2024 dans l'établissement ENTREPOTS PETROLIERS de la HAUTE SEINE implanté 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette. L'inspection a été annoncée le 23/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été informée le 23 février 2024 à 9 h de la survenue d'un déversement de gazole dans la Seine, le 22 février 2024, lors d'une opération de déchargement de gazole vers les installations EPHS par voie fluviale. La visite d'inspection du 23 février 2024 fait suite à cet accident et vise à en identifier les causes ainsi qu'à proposer des mesures d'urgence pour encadrer la gestion de cette pollution.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPOTS PETROLIERS de la HAUTE SEINE
- 99 AVENUE DE LA SEINE 77000 La Rochette
- Code AIOT : 0006502414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ENTREPOT PETROLIER DE LA HAUTE SEINE (EPHS) exploite un dépôt de liquides inflammables en bordure de Seine, sur le territoire de la commune de LA ROCHETTE (77 000), depuis 1958.

Anciennement classé SEVESO seuil-haut, le dépôt a été déclassé en janvier 2010 à la suite d'une réduction importante de ses capacités de stockage d'hydrocarbures (pétrole brut, fioul et gasoil), le

volume maximal autorisé passant de 26 000 m³ à 8 249 m³. Ce changement de régime administratif a été acté par arrêté préfectoral n°10 DAIDD IC 020 du 15 janvier 2010.

Entre fin 2009 et le début 2012 (avant l'autorisation temporaire), 10 des 18 bacs anciennement utilisés pour le stockage d'hydrocarbures sont restés vides ou ont été utilisés à des fins de stockage de produits liquides non classés (huile de colza) et un bac a été utilisé pour le stockage de solution azotée en quantité inférieure à 500 m³ (seuil de la déclaration pour le stockage d'engrais liquide).

L'exploitant a ensuite bénéficié d'une autorisation temporaire le 22/03/2012 (AP n°2012/DCSE/IC/027), renouvelée une fois le 02/10/2012 (AP n°2012/DCSE/IC/079), pour l'exploitation de 11 bacs du dépôt avec de la solution azotée pour une capacité maximale de 17 391 m³.

L'autorisation d'exploitation des 11 bacs en solution azotée a ensuite été pérennisée par la prise d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter à l'issue de la procédure d'instruction et d'enquête du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé par la société (initialement en novembre 2011 et modifié en juin 2012).

En synthèse, le dépôt est constitué de 18 réservoirs en acier de type cylindrique à axe vertical et à toit fixe.

Selon l'activité, des produits non classés peuvent également être stockés dans les bacs.

Le site dispose de 6 postes de chargement (bras jusqu'à 150 m³/h) et d'un poste de réception par camions citernes ainsi qu'un poste de chargement/déchargement par voie fluviale (6 canalisations, dont 3 dédiées aux SOLAZE).

Pour le transfert des produits depuis le quai de Seine, le pompage est effectué au moyen des pompes installées à bord des péniches ou convois.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour 3 rubriques de la nomenclature: 4734, 1434 et 2175.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral 13/DCSE/IC/036 du 29 mars 2013.

L'établissement est classé SEVESO « Seuil Bas » par application de la règle du dépassement direct du seuil bas de la rubrique 4734, il est soumis aux dispositions de l'arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'accident	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
2	Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8	Demande d'action corrective	3 mois
4	Éclairage et signalisation	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 12	Demande d'action corrective	1 mois
5	Opérations de chargement-déchargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Perte de	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	confinement	12/10/2011, article 14-6		
8	Consignes	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 21-1	Demande d'action corrective	3 mois
10	Chargement-déchargement par voie fluviale ou maritime	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-2	Demande d'action corrective	1 mois
11	Risques de fuites	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1	Demande d'action corrective	6 mois
13	Inspection périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34	Demande d'action corrective	6 mois
16	Déchets	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
17	Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés	Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5.2	Demande d'action corrective	6 mois
18	Mesures d'urgence	Code de l'environnement du 28/02/2024, article L. 512-20	Mesures d'urgence, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Egouttures	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 15	Sans objet
9	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-1	Sans objet
12	Conception des installations	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-2	Sans objet
14	Consignes	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 38	Sans objet
15	Réseaux eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 48-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a démontré que l'exploitant avait été en mesure de gérer le déversement accidentel relativement rapidement une fois que celui-ci avait été constaté. Néanmoins, plusieurs manquements vis-à-vis de la réglementation environnementale, et relatifs aux conditions d'exploitation, ont conduit à la survenue d'un tel accident.

Cette inspection a également été l'occasion d'identifier d'autres non-conformités en lien avec les opérations de déchargement par voie fluviale qui n'ont pas conduit à l'événement du 22 février 2024 mais qu'il convient tout de même de relever.

Suite à cet événement, il est attendu que l'exploitant revoit son POI et révise son étude de dangers. Enfin, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine et Marne de

prescrire des mesures d'urgence à l'exploitant pour gérer l'éventuelle pollution de la berge enherbée, à proximité de l'apportement du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Ces constats font suite aux divers échanges avec l'exploitant jusqu'au 26 février ainsi qu'à l'inspection du 23 février. Le 23 février 2024 à 9h, la société EPHS a informé l'inspection de la survenue d'un accident la veille (le 22 février 2024) sur le dépôt de La Rochette : alors qu'un bateau était en train de décharger du gazole vers le stockage EPHS depuis 17h, au niveau du poste de déchargement en Seine, une fuite de produit a été constatée vers 20h. Cette fuite est liée à la présence d'une vanne de purge dont le robinet, par défaut fermé, était en partie ouvert pendant le déchargement. Un flexible reliait cette purge à un bac d'égouttures présent au niveau des installations de déchargement en Seine. Ce système de purge sert uniquement lors de travaux et permet de vidanger le flexible de déchargement vers le bac d'égouttures. En dehors de phases de travaux, le robinet de la vanne reste fermé. Le remplissage de ce bac d'égouttures n'ayant pas été constaté rapidement par l'exploitant, ce dernier a débordé dans la Seine. A 20h l'exploitant et le marinier présent sur le bateau se sont rendu compte de ce déversement et ont immédiatement stoppé le déchargement en cours et mis en place des barrages flottants pour absorber le gazole en Seine (7 barrages soit environ 21m au total). Le gazole aurait été rejeté du côté du barrage de l'exploitant, entre la rive et l'apportement, permettant ainsi son "confinement" par des barrages absorbants. Néanmoins, le déversement n'ayant été identifié qu'à 20h, il se peut que du gazole n'ait pas été retenu et ait été entraîné par le courant de la Seine. Par ailleurs, bien que les barrages permettaient de retenir la majorité de la nappe de gazole, ces derniers laissaient tout de même passer quelques irisations. L'exploitant a utilisé l'ensemble des barrages qui étaient à sa disposition (21 m sur les 60 m requis dans son POI, voir point de contrôle n°2). Suite au constat du déversement, l'exploitant a fermé la vanne de purge, retiré le flexible et ajouté un bouchon en sortie de purge afin d'empêcher la survenue d'un nouveau déversement si la vanne venait à s'ouvrir. L'exploitant a précisé que cette vanne serait remplacée sous 2 semaines maximum par une vanne cadénassable. Les mesures transitoires mises en place (fermeture de la vanne et ajout d'un bouchon) semblent suffisantes pour poursuivre l'exploitation dans l'attente du remplacement de la vanne. L'exploitant a d'ailleurs poursuivi le déchargement du bateau le lendemain de l'accident. Vers 4h30, le 23 février, l'exploitant a mandaté la société SODI pour procéder au pompage/écrémage de la nappe. Cette dernière est intervenue à partir de 6h40. Une fois

l'écémage finalisé, la société s'est attachée à évacuer l'ensemble des végétaux qui se trouvaient en surface et qui auraient pu être souillés par les hydrocarbures. L'évacuation a été réalisée jusqu'à environ 16 h le 23 février 2024 puis de 8h30 à 12h30 le lendemain.

L'exploitant ne sait pas dire avec certitude quelle quantité de gazole a été déversée en Seine. Néanmoins, d'après l'écart constaté entre le gazole stocké et le gazole commandé, le volume de produit rejeté serait au maximum de 853 l. À noter que rien ne prouve qu'une telle quantité a été déversée puisque, en temps normal, un écart similaire voire plus important peut être constaté sans qu'un déversement accidentel ait eu lieu. La valeur mentionnée ci-avant est donc très majorante.

Le SDIS a procédé à une reconnaissance le matin du 23 février suite au constat d'irisations sur la Seine et à la perception d'odeurs d'hydrocarbures.

Lors de la visite du 23 février après-midi, l'inspection a constaté que les barrages absorbants étaient mis en place mais laissaient passer quelques irisations. Des odeurs d'hydrocarbures étaient perceptibles au niveau du barrage de l'exploitant mais ne l'étaient pas au niveau du poste de déchargement, plus en amont, qui avait été nettoyé par l'exploitant.

Le 24 février vers 16 h, les pompiers ont alerté l'exploitant de la présence d'irisations sur la Seine, du dépôt jusqu'à l'entrée de Melun. L'exploitant s'est alors rendu compte que ses barrages absorbants, mis en place la veille, rejetaient des irisations de gazole. L'exploitant a alors retiré ses barrages de la Seine et les a entreposés sur le décanteur du dépôt. Néanmoins, lors de leur retrait, du gazole s'est échappé des barrages et s'est déversé, notamment sur la berge de la Seine. L'exploitant a alors indiqué avoir mis du produit dispersant sur les taches de gazole. De nouveaux barrages absorbants ont été mis en place par les pompiers en remplacement des anciens, l'exploitant n'en disposant plus dans son stock : un premier entre l'apportement et la rive et un second le long de la rive sur laquelle s'est écoulé du gazole.

Le 26 février, l'exploitant a transmis un rapport d'accident. Ce dernier ne précise pas les causes de cet accident : des causes matérielles sont évoquées mais restent hypothétiques mais les causes organisationnelles ne sont pas abordées. L'exploitant n'a pas non plus prévu de plan d'actions pour faire suite à cet événement.

Demande n°20240223-1 : L'exploitant mettra à jour son rapport d'accident afin que celui-ci comporte l'analyse des causes profondes (matérielles et organisationnelles) et la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'actions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 8.11

Thème(s) : Risques accidentels, Postes de chargement ou de déchargement des barges ou péniches

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de dispositifs permettant de supprimer les effets des courants de circulation et l'électricité statique entre la tuyauterie fixe de chargement/déchargement et le chaland pendant les opérations.

L'exploitant met en œuvre tout dispositif permettant de limiter la quantité de produit susceptible d'être rejetée en cas de fuite, en particulier :

- les lignes de transfert du navire vers les stockages de l'établissement sont équipées d'un dispositif interdisant la vidange gravitaire vers le navire (type clapet anti-retour) et de vannes de sectionnement placées au départ et à l'arrivée des capacités de stockage. Ces équipements doivent permettre de réaliser des isolements sécurisés de tronçons de lignes afin de réduire, lors de leur altération éventuelle, l'impact sur le milieu récepteur ;
- l'extrémité des canalisations fixes de chargement ou de déchargement, côté appontement, est équipée de vannes à fermeture rapide.

Tout rejet accidentel en Seine est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai.

L'exploitant est équipé d'un barrage flottant limitant l'épandage accidentel d'hydrocarbures sur la rivière Seine et de moyens adéquats pour le mettre en œuvre dans des délais courts. L'appontement est doté de points d'ancrage pour ce barrage flottant. Par ailleurs, un petit barrage flottant est installé de façon permanente au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine.

Toute opération est effectuée sous le commandement du responsable désigné du dépôt.

Des dispositifs d'arrêt d'urgence ainsi que des moyens de transmissions rapides d'exécution des ordres sont disposés afin d'assurer un arrêt de pompage immédiat en cas de nécessité.

En complément du matériel de sécurité devant être présent à l'appontement, l'établissement dispose à proximité de celui-ci des moyens et matériels nécessaires pour contenir un feu à bord du navire ou dans son environnement proche.

Ces moyens et matériels doivent pouvoir être rapidement installés et actionnés par une seule personne.

La ligne de transfert du navire vers le stockage de l'établissement est équipée d'un dispositif interdisant la vidange gravitaire de celui-ci vers le navire. Par ailleurs, l'extrémité des canalisations fixes de chargement ou de déchargement, côté appontement, est équipée de vannes à fermeture rapide.

Des consignes définissent de manière précise les opérations de contrôle préalable, raccordements, et vérifications ultimes que doivent effectuer les opérateurs avant tout transfert de produit. Elles sont affichées de façon synthétique sur l'appontement.

Les opérations de transfert ne peuvent avoir lieu qu'en présence du personnel du navire et de deux personnes du dépôt demeurant à terre, dont l'une à proximité de l'appontement.

Les personnels à bord et à terre sont équipés de moyens de communication permanente par radio.

Le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert est préalablement formé aux manipulations à réaliser, aux risques présentés, et aux opérations de mise en sécurité du dépôt, ainsi qu'à la transmission d'alerte.

Avant toute opération de dépotage (chargement ou déchargement), l'exploitant s'assure :

- du niveau de remplissage des bacs ;
- du bon fonctionnement des détecteurs de niveau ;
- que les consignes définissant les opérations à effectuer (contrôles préalables, raccordements, conduite à tenir, etc.) ainsi que la répartition entre les différents intervenants, soient rappelées par le responsable désigné du dépôt.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le barrage flottant mentionné dans le P.O.I. puisse être facilement et rapidement mis en place avant l'intervention des secours extérieurs dès qu'un accident notable apparaît à l'intérieur de l'établissement et à chaque fois qu'une

péniche s'apprête à recevoir ou à décharger des hydrocarbures.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les bacs de stockage de gazole étaient chacun équipé d'un clapet anti-retour au niveau de la tuyauterie permettant l'entrée de produit, empêchant ainsi la vidange gravitaire vers le bateau. Seul le déchargement de gazole par bateau est actuellement possible, le chargement s'effectue par camion uniquement. Les clapets anti-retour ont été constatés par l'inspection sur les bacs 61, 62 et 63. Des vannes de sectionnement étaient présentes au niveau du poste de déchargement par bateau ainsi qu'au niveau des capacités de stockage du gazole.

L'inspection a constaté que l'extrémité fixe de la canalisation de déchargement du gazole était équipée de 2 vannes dont l'une était à fermeture rapide et l'autre était cadénassée mais manœuvrable par toute personne possédant la clé.

Le rejet accidentel en Seine a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées le 23 février à 9 h alors que le déversement a été constaté le 22 février à 20 h. L'inspection note que le déversement accidentel de produit ne fait l'objet d'aucun scénario formalisé dans le POI (voir point de contrôle n°14). L'exploitant n'a ainsi pas suivi de schéma d'alerte et prévenu les différents services. Ces derniers ont été informés par les riverains ou par l'inspection des installations classées.

Non-conformité n°20240223-1 : Le rejet accidentel en Seine n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées sans délai.

L'exploitant dispose de barrages flottants limitant l'épandage d'hydrocarbures en Seine et de moyens humains suffisants pour les mettre en place rapidement. Des points d'ancrage pour leur mise en place sont prévus sur l'appontement. Lors de l'inspection il n'a pas été constaté de barrage flottant au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine. L'exploitant a indiqué ne pas savoir que la présence permanente d'un barrage à ce niveau était requise.

Non-conformité n°20240223-2 : Un barrage flottant n'est pas installé de façon permanente au niveau de la canalisation d'égout qui débouche sur la Seine.

L'exploitant communique avec le marinier grâce à un talkie-walkie ce qui permet une transmission rapide des ordres afin d'assurer un arrêt de pompage immédiat en cas de besoin. En cas de feu à bord du bateau ou à proximité, l'exploitant dispose de deux canons à mousse situés de l'autre côté de la route vis-à-vis de l'appontement et pouvant être mis en œuvre rapidement par une seule personne.

Un protocole de sécurité environnement a été signé avec l'entreprise en charge du transport du gazole et définit l'ensemble des opérations de contrôle préalable, raccordements et vérifications ultimes que doivent effectuer les opérateurs avant tout transfert de produit. Ces consignes sont également suivies au travers d'une check-list complétée pour chaque déchargement de gazole sur site. La "check-list ADN/ISGINTT" du 22/02/2024 à 17 h relative au déchargement de gazole à l'origine de l'accident a été vérifiée par l'inspection et précisait notamment "toutes les vannes et toutes les soupapes sont-elles contrôlées en position correcte ?" qui était bien coché. La check-list semblait correctement remplie. Néanmoins, une synthèse des consignes n'est pas affichée sur l'appontement.

Non-conformité n°20240223-3 : Des consignes définissant les opérations de contrôle préalable, raccordements, et vérifications ultimes que doivent effectuer les opérateurs avant tout transfert de produit ne sont pas affichées de façon synthétique sur l'appontement.

L'exploitant a indiqué que, lors des déchargements de gazole par bateau, un opérateur du bateau ainsi que 2 opérateurs du site demeurant à terre sont présents. Cependant, l'un de ces 2 opérateurs est supposé rester à proximité de l'appontement ce qui, dans la pratique, n'est pas le cas. L'exploitant a précisé que des vérifications étaient effectuées toutes les 2 h environ pendant

les opérations de transfert (qui durent environ 7 h pour un bateau).

Non-conformité n°20240223-4 : Les opérations de transfert par bateau sont effectuées sans que l'une des personnes du dépôt demeurant à terre ne soit présente à proximité de l'appontement pendant toute la durée de l'opération.

Selon l'exploitant, le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert a suivi une formation dédiée aux manipulations à réaliser et aux risques présentés mais les justificatifs n'ont pas été présentés à l'inspection. Il n'a pas précisé si le personnel était formé à la mise en sécurité du dépôt. Concernant la transmission de l'alerte, le directeur du site indique que les opérateurs ont l'habitude de lui remonter les informations.

Demande n°20240223-2 : L'exploitant justifiera que le personnel de l'établissement préposé aux opérations de transfert (par camion et/ou bateau) a suivi une formation dédiée aux manipulations à réaliser et aux risques présentés, ainsi qu'aux opérations de mise en sécurité du dépôt.

Comme indiqué précédemment, l'exploitant a présenté la check-list listant les opérations à effectuer avant toute opération de dépotage par bateau. Cette dernière répartie les différentes tâches entre l'exploitant et le personnel du bateau. Cependant, l'exploitant n'a pas présenté de consigne justifiant qu'il s'assurait bien, avant toute opération de dépotage par bateau, du niveau de remplissage des bacs et du bon fonctionnement des détecteurs de niveau.

Demande n°20240223-3 : L'exploitant démontrera qu'il s'assure, avant toute opération de dépotage, du niveau de remplissage des bacs et du bon fonctionnement des détecteurs de niveau.

Les barrages flottants à mettre en place pour limiter les effets d'un déversement accidentel de gazole étaient mentionnés dans le POI pour un total de 60 m. Lors de la visite du site, seuls 21 m étaient mis en place pour contenir la nappe de gazole et constituaient la totalité du stock de l'exploitant. Celui-ci avait déjà procédé à la commande de nouveaux barrages flottants le matin de l'inspection mais ces derniers nécessitent plusieurs jours pour leur livraison. L'exploitant a précisé que les barrages flottants étaient stockés directement sur l'appontement et dans le local chaufferie. L'inspection n'a pas pu le constater puisque l'ensemble des barrages étaient utilisés le jour de l'inspection.

Non-conformité n°20240223-5 : L'exploitant ne dispose pas des 60 m de barrages flottants mentionnés dans le POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Arrêt d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement

Prescription contrôlée :

Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Si le poste est équipé d'une passerelle, chaque niveau dispose d'un tel dispositif.

Pour les postes des installations de chargement ou de déchargement par voie maritime ainsi que les postes des installations de déchargement par gravité qui ne sont pas équipés d'un tel dispositif, une procédure d'arrêt d'urgence est mise en place. Elle prévoit a minima une fermeture rapide des vannes de sectionnement ou un arrêt des pompes de transfert.

Constats : L'installation de déchargement par bateau n'est pas pourvue d'un arrêt d'urgence permettant d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. L'exploitant a néanmoins indiqué qu'un arrêt d'urgence était disponible sur le bateau réalisant le déchargement. Il a ajouté qu'il souhaitait mettre en place un arrêt d'urgence directement sur ses installations. Non-conformité n°20240223-6 : Les installations de chargement ou de déchargement par bateau ne sont pas pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Eclairage et signalisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Les tuyauteries, les flexibles et les bras articulés sont suffisamment éclairés pour permettre d'effectuer commodément leur surveillance, leur accouplement et leur désaccouplement. Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence est mise en place afin de rendre leur manœuvre plus rapide.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'éclairage au niveau du poste de déchargement par bateau. Celui-ci n'a pas été testé lors de l'inspection. Néanmoins, " <i>un éclairage efficace au poste de chargement ou de déchargement</i> " est vérifié dans le cadre du remplissage de la check-list citée dans le point de contrôle n°2, en amont de tout dépotage. Au niveau du poste de déchargement par bateau, aucune signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence (absents) n'a été constatée. Non-conformité n°20240223-7 : Une signalisation des vannes de sectionnement et des arrêts d'urgence n'est pas mise en place afin de rendre leur manœuvre plus rapide.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Opérations de chargement-déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Dans le cas du chargement ou déchargement par voie fluviale ou maritime : - les opérations de chargement et de déchargement sont opérées sous la surveillance permanente de personnel, apte à intervenir et compétent, afin de détecter les fuites éventuelles et alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 minutes ; - l'exploitant dispose des moyens humains et matériels en quantité et en capacité suffisantes pour faire face à tout épandage de liquides inflammables. Ces moyens, constitués pour la partie

matérielle de barrages flottants, de produits dispersants, de produits absorbants ainsi que de moyens de pompage et de stockage des liquides inflammables récupérés, lui sont propres ou peuvent être complétés par des protocoles d'aide mutuelle, des conventions de droit privé ou un accord préalablement établi avec les services d'incendie et de secours. Le lieu de stockage des moyens matériels propres à l'exploitant est choisi de façon à limiter les délais d'intervention. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux liquides inflammables miscibles à l'eau.

Les dispositions de l'article 14-2 sont applicables au 1er janvier 2014 aux installations existantes.

Constats :

Comme indiqué dans le point de contrôle n°2, les opérations de déchargement, qui constituent les seules opérations opérées par voie fluviale sur site, ne sont pas réalisées sous la surveillance permanente de personnel, apte à intervenir et compétent, afin de détecter les fuites éventuelles et alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 minutes. Le déversement accidentel de gazole du 22 février 2024 aurait pu être évité si le personnel EPHS avait assuré une surveillance permanente de l'opération de déchargement puisque le gazole sortant de la tuyauterie de purge était dirigé vers un bac d'égouttures par un flexible. Le remplissage de ce bac aurait pu être constaté avant son débordement en Seine. Par ailleurs, la présence de personnel EPHS sur le site (à distance du poste de déchargement) n'a pas permis d'alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 min, ces derniers n'ayant jamais été prévenus par l'exploitant.

Non-conformité n°20240223-8 : Les opérations de déchargement ne sont pas opérées sous la surveillance permanente de personnel, apte à intervenir et compétent, afin de détecter les fuites éventuelles et alerter les moyens de secours dans un délai maximum de 15 minutes.

L'exploitant dispose de moyens humains suffisants pour faire face à un épandage de liquides inflammables. S'agissant des moyens matériels, il dispose de barrages absorbants et de produits dispersant. La quantité de barrages absorbants n'était cependant pas suffisante pour faire face au déversement de gazole dans la Seine. En effet, lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les barrages absorbants les plus en aval laissaient passer quelques irisations d'hydrocarbures. À cet instant, l'exploitant avait déjà mis en place l'ensemble de ses barrages absorbants. Avec d'avantage de barrages, les barrages déjà en place auraient pu être renforcés. Par ailleurs, le 24 février, les barrages en place ont perdu leur efficacité et ont relargué une partie des hydrocarbures absorbés. L'exploitant n'en ayant plus à sa disposition, les pompiers ont alors mis en place de nouveaux barrages.

Non-conformité n°20240223-9 : L'exploitant ne dispose pas de moyens matériels en quantité suffisante pour faire face à tout épandage de liquides inflammables.

Enfin, l'exploitant dispose d'un contrat avec la société SODI pour intervention rapide et pompage des liquides inflammables en cas d'épandage de ces derniers.

Observation n°20240223-1 : Il convient que l'exploitant mentionne, dans son POI, les informations utiles et relatives à l'utilisation des moyens matériels en cas d'épandage, et notamment :

- quantités de produits (barrages flottants, produits dispersant et absorbant, capacités de stockage des liquides inflammables récupérés) requises sur site pour faire face à tout épandage de liquides inflammables,
- localisation des stockages des produits susvisés avant usage,
- localisation des stockages des produits susvisés après usage,
- contact de la société avec laquelle un contrat a été passé pour intervention rapide et pompage des liquides inflammables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Perte de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 14-6
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Lorsqu'une perte de confinement sur un équipement d'une installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables peut être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression sont susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site, une détection de présence de liquide inflammable (détection liquide ou gaz) est mise en place, sauf si l'exploitant est en mesure de démontrer dans l'étude de dangers que cette fuite peut être détectée et arrêtée à temps par la personne procédant au chargement ou au déchargement. Cette disposition est applicable au 1er janvier 2017 aux installations existantes.
Constats : Les installations de chargement ou de déchargement de liquides inflammables, par voie fluviale ou terrestre, ne sont pas pourvues de détecteurs d'hydrocarbures. La perte de confinement sur un équipement d'une installation de chargement ou déchargement de liquides inflammables (par voie fluviale ou terrestre) n'a pas été modélisée dans l'étude de dangers du site. Il n'est donc pas possible de savoir si ces installations peuvent être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression sont susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site. L'inspection a indiqué à l'exploitant qu'un tel dispositif aurait permis de détecter la fuite de gazole au niveau de la purge, avant débordement du bac d'égouttures. L'exploitant a affirmé son souhait de mettre en place un tel dispositif. Non-conformité n°20240223-10 : L'exploitant n'a pas évalué si une perte de confinement sur un équipement d'une installation de chargement ou de déchargement de liquides inflammables (par voie fluviale ou terrestre) pouvait être à l'origine d'un phénomène dont les effets de surpression seraient susceptibles de conduire à des dangers significatifs pour la vie humaine à l'extérieur du site. Si tel est le cas, des détecteurs de présence de liquides inflammables (détection liquide ou gaz) devront être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Egouttures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Les égouttures susceptibles de se produire lors des opérations de chargement ou de déchargement sont recueillies dans des récipients prévus à cet effet. Une consigne prévoit leur vidange régulière. Dans le cas du chargement ou déchargement de navires ou bateaux de navigation intérieure, ces dispositions se limitent à la collecte des égouttures au niveau de la zone terrestre.
Constats : Au niveau des vannes du poste de déchargement par voie fluviale se trouve un bac d'égouttures. Néanmoins, les installations de déchargement par voie fluviale sont conçues de telle sorte à ce que les opérations de dépotage ne génèrent pas d'égoutture.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 21-1
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amené à travailler dans l'installation, pour ce qui les concerne.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les règles concernant l'interdiction de fumer ; - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans l'installation sans autorisation ; - l'obligation d'une autorisation telle que prévue à l'article 32 du présent arrêté (permis de travail) ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention du site et des services d'incendie et de secours.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucune consigne précisant les mesures à prendre en cas de fuite sur une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.</p> <p>Non-conformité n°20240223-11 : L'exploitant ne dispose pas de consigne précisant les mesures à prendre en cas de fuite sur une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses. → En conclusion de ce constat, l'exploitant veillera à intégrer un scénario d'épandage de substance dangereuse (liquide inflammable et solution azotée) à son POI. Ce scénario devra notamment préciser les dispositions spécifiques à mettre en œuvre en cas de pollution de la Seine. En cas d'occurrence de ce dernier cas, il convient que l'exploitant informe, a minima, l'ARS, l'unité départementale de Seine et Marne de la DRIEAT, le Service Politiques et Police de l'Eau (SPPE) de la DRIEAT et le SDIS, ce qui devra donc figurer dans le POI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-1
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chargement et le déchargement de liquides inflammables se font en présence d'une personne formée à la nature et dangers des liquides inflammables, aux conditions d'utilisation des installations et à la première intervention en cas d'incident survenant au cours d'une opération de chargement ou de déchargement. En particulier, pour les postes de chargement ou de déchargement en libre service sans surveillance, les personnels effectuant le remplissage ou le déchargement sont aptes à mettre en œuvre les moyens de première intervention en matière d'incendie et de protection de l'environnement.</p>
Constats :

Ce sujet a été traité dans le point de contrôle n°2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Chargement-déchargement par voie fluviale ou maritime

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 23-2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors des chargements et déchargements par voie fluviale ou maritime, les opérations de connexion des bras de transfert aux navires et bateaux de navigation intérieure sont effectuées en présence d'une personne désignée par l'exploitant et d'un représentant du bord.</p> <p>Une liaison est prévue entre l'installation de pompage et l'installation réceptrice pour assurer une exécution rapide des ordres donnés, un contrôle constant de l'allure du transvasement et, en cas d'incident, un arrêt rapide des groupes de pompage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que les opérations de connexion des bras de transfert aux bateaux, en cas de déchargement par voie fluviale, s'effectuaient en présence d'un opérateur du dépôt ainsi que d'un représentant du bord. Cependant, l'opérateur du dépôt n'est pas désigné par l'exploitant.</p> <p>Non-conformité n°20240223-12 : Lors des déchargements par voie fluviale, les opérations de connexion des bras de transfert aux bateaux ne sont pas effectuées en présence d'une personne désignée par l'exploitant.</p> <p>Des talkie-walkies sont utilisés par l'exploitant et le représentant du bord pour permettre une exécution rapide des ordres donnés ainsi qu'un arrêt rapide des groupes de pompage en cas de besoin.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Risques de fuites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-1
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il réalisait une inspection visuelle de toute la ligne concernée par un déchargement de produit, et ce, pour chaque déchargement. Néanmoins il ne procède à aucun contrôle de l'état de vieillissement de ses équipements (à l'exception des bacs de stockage). Il prévoit de réaliser prochainement des inspections par ultrasons sur les canalisations du dépôt, en privilégiant celles à proximité de la Seine.</p> <p>Non-conformité n°20240223-13 : L'exploitant ne prend pas les dispositions nécessaires afin de prévenir les risques de fuites sur les installations suite à des phénomènes liés à des contraintes mécaniques, physiques ou chimiques (par exemple, fatigue, corrosion ou agressions externes).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Conception des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 33-2
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs techniques de sécurité des installations de chargement ou de déchargement sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux liquides inflammables, à l'exploitation et à l'environnement du système (comme les chocs ou la corrosion).</p> <p>Ces dispositifs, en particulier l'instrumentation, sont conçus pour permettre leur maintenance et le contrôle périodique par test de leur efficacité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté, sur les installations de déchargement par voie fluviale, de dispositif technique qui ne serait pas conçu de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux liquides inflammables, à l'exploitation et à l'environnement du système. L'exploitant a indiqué qu'il n'existait pas d'instrumentation sur la ligne de déchargement par bateau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Inspection périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité. Les dispositifs techniques de sécurité sont maintenus au niveau de fiabilité de conception et dans un état fonctionnement tel que défini dans des procédures écrites.</p> <p>Ce programme d'inspection est mis en place dans les installations existantes au plus tard le 31 décembre 2013.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, l'exploitant ne réalise aucune inspection périodique des équipements en dehors des bacs de stockage. En revanche, il procède, a minima une fois par an, au changement des flexibles du poste de déchargement par voie fluviale.</p> <p>Non-conformité n°20240223-14 : L'exploitant ne met pas en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Des consignes, procédures ou documents précisent : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;- l'organisation de l'exploitant en cas de sinistre ;- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie.
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°2, l'épandage de liquide inflammable, et plus particulièrement en Seine, ne fait l'objet d'aucun scénario dans le POI et d'aucune consigne d'intervention de manière plus générale. Ce point a été traité au point de contrôle n°8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Réseaux eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 48-3
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : Les réseaux d'eaux pluviales susceptibles de collecter des liquides inflammables en cas de sinistre disposent d'un organe de sectionnement situé avant le point de rejet au milieu naturel. Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à : <ul style="list-style-type: none">- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;- permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. A la sortie de l'installation de traitement et avant rejet au milieu naturel des effluents liquides, l'exploitant prévoit un point de prélèvement d'échantillons et des points permettant la mesure de la température et de la concentration en polluant. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.
Constats : Il n'existe aucun lien entre le réseau des eaux pluviales et le poste de déchargement par voie fluviale. Les parties de ce dernier permettant l'exploitation sont abritées, les eaux pluviales ne sont donc pas susceptibles de se mélanger aux éventuelles égouttures. En cas de remplissage du bac d'égouttures abrité, l'exploitant a indiqué qu'il procédait à son pompage vers le décanteur du site ou vers une cuve située à proximité du décanteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Poste de chargement-déchargement
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations

utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Post-inspection l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets associés au re-pompage en Seine suite au déversement de gazole du 22/02/2024. Ces bordereaux sont datés du 23/02/2024 au 28/02/2024 et concernent l'enlèvement de citernes contenant des eaux hydrocarburées. Les bordereaux des déchets liés à ce déversement et stockés sur site n'ont pas été transmis ainsi que ceux associés à l'enlèvement des barrages absorbants flottants imbibés de gazole. Demande n°20240223-4 : L'exploitant transmettra l'ensemble des bordereaux de suivi de déchets attestant de l'évacuation des déchets en lien avec le déversement accidentel de gazole du 22 février 2024 (eaux hydrocarburées pompées, végétaux évacués, barrages absorbants flottants, etc.)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/03/2013, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conception des mesures de maîtrise des risques et équipements associés
Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'application des réglementations qui concernent les mesures de maîtrise des risques, l'exploitant doit être en mesure de justifier les choix de conception des mesures de maîtrise des risques mises en place sur ses installations. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant. L'exploitant démontre dans sa documentation que les défaillances, y compris électroniques, de toutes ses mesures de maîtrise des risques techniques et mixtes basées sur des systèmes instrumentés de sécurité sont signalées par des alarmes automatiques ou une mise en position de sécurité. Ces équipements font l'objet d'une protection adaptée aux agressions qu'ils peuvent subir, qu'elles soient mécaniques, chimiques ou électrochimiques. La conception et l'implantation de ces équipements tiennent compte de leur maintenance et de leurs vérifications périodiques, afin de faciliter les opérations et en minimiser les risques.
Constats : Dans son étude de dangers, l'exploitant étudie le phénomène dangereux "fuite sur chargement/réception par bateau" pour le cas spécifique des hydrocarbures. Ce scénario est de probabilité B et de gravité "sérieux" d'après la matrice de criticité prenant en compte les risques résiduels p.221 de l'étude de dangers mise à jour en juin 2012. Après analyse détaillée des risques, l'exploitant a mis à jour sa matrice de criticité (p.280) dans laquelle le phénomène dangereux ci-avant voit sa probabilité baisser (passage de probabilité B à D). Il indique alors " <i>Les mesures organisationnelles mises en œuvre par EPHS concernant les fuites sur réception/chargement par bateau permettent de considérer un abaissement de la probabilité de B à D</i> ". Néanmoins, dans la liste des équipements importants pour la sécurité (EIPS) p.287, aujourd'hui appelés mesures de maîtrise des risques (MMR), aucune mesure/équipement ne permet de justifier une telle diminution de la probabilité associée à ce phénomène dangereux. Les justifications associées aux décotes en probabilité et gravité des autres phénomènes dangereux ne sont pas non plus satisfaisantes et suffisantes.

<p>Non-conformité n°20240223-15 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier les choix des mesures de maîtrise des risques mises en place afin de rendre acceptables les phénomènes dangereux associés à l'exploitation de ses installations.</p> <p>→ En conclusion de ce constat, il convient que l'exploitant révise son étude de dangers.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 512-20
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce constat fait suite aux différents échanges avec le SDIS et l'exploitant réalisés post-inspection.</p> <p>Tel qu'indiqué dans le point de contrôle n°1, lorsque les opérations de pompage/écrémage de la nappe de gazole ainsi que l'évacuation des végétaux, potentiellement souillés par le gazole, ont été finalisées le 24 février 2024, le SDIS a constaté que les barrages absorbants flottants mis en place rejetaient du gazole. Ces derniers, mis en place au moment du constat du déversement de gazole le 22 février 2024 vers 20 h, n'étaient plus efficaces et rejetaient donc une partie des hydrocarbures qu'ils contenaient.</p> <p>Lorsque l'exploitant a procédé à leur remplacement par de nouveaux barrages absorbants du SDIS, le stock de barrages de l'exploitant étant épuisé, du gazole s'est écoulé de ces derniers, en partie sur la berge enherbée. D'après l'exploitant, un barrage absorbant a été installé le long de la berge afin d'éviter que les éventuels écoulements de gazole de la berge ne migrent dans la Seine. L'exploitant n'a pas prévu de mettre en place de mesure supplémentaire pour gérer l'éventuelle pollution de la berge et ses conséquences.</p> <p>Demande n°20240223-5 : L'exploitant devra mettre en œuvre des mesures conservatoires pour rechercher l'existence d'une pollution sur la berge, évaluer son étendue et proposer des mesures de gestion visant à supprimer la pollution ainsi qu'à couper les voies de transfert de cette dernière.</p> <p>À ce titre, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'accident du 22 février 2024 au travers d'un arrêté préfectoral prescrivant des mesures d'urgence à la société EPHS pour son site de La Rochette.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures d'urgence
Proposition de délais : 4 mois

